

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 novembre 2022

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la menace croissante
planant sur Taïwan**

(déposée par Mme Els Van Hoof)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 november 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de toenemende dreiging
ten aanzien van Taiwan**

(ingediend door mevrouw Els Van Hoof)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55.0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55.0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis la séparation *de facto* de la République populaire de Chine (Chine continentale) et de la République de Chine (Taïwan) en 1949, les deux gouvernements se considèrent comme le seul et unique représentant légal de la Chine unie et indivisible. La République populaire de Chine voit par conséquent Taïwan comme une province chinoise jouissant d'une certaine autonomie pour se gouverner, mais qui à terme sera intégrée dans la République populaire de Chine. En pratique, cependant, Taïwan est gouverné comme une démocratie indépendante *de facto* et les raisons de la non-reconnaissance de Taïwan par de nombreux États sont purement politiques. Les quelques contacts officiels entre la République populaire de Chine et Taïwan se basent sur deux principes importants, c'est-à-dire le principe de la Chine unie et indivisible, reconnue dans le "consensus de 1992" et le maintien du statu quo en vertu des trois principes qui sont "pas d'indépendance", "pas d'unification" et "pas de recours à la force".

En réalité, cependant, nous observons que le statu quo est de plus en plus mis sous pression, en particulier à cause de la position de plus en plus assertive de la République populaire de Chine envers Taïwan. Par exemple, ces dernières années, la République populaire de Chine a opéré un nombre croissant de vols militaires dans la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taïwan, une zone délimitée unilatéralement par Taïwan où il est obligatoire que tout le trafic aérien s'identifie afin de garantir la sécurité de Taïwan. Bien que, strictement parlant, cette zone n'appartienne pas à l'espace aérien taïwanais, ces fréquentes intrusions peuvent être vues comme des provocations. Ce qui est inquiétant, c'est que ces intrusions se multiplient, passant de 308 cas en 2020, à 958 cas en 2021 puis à un sidérant 1071 cas entre janvier et août 2022. Outre cela, il y a également la troublante rhétorique des officiels du gouvernement de la République populaire de Chine qui, par exemple, ont déjà annoncé clairement qu'il "n'y aurait pas d'hésitation à commencer une guerre" et "à briser Taïwan en mille morceaux". Dans le même temps, la République populaire de Chine empêche la participation de Taïwan en tant qu'observateur au sein de nombreuses organisations internationales et réagit avec furie chaque fois qu'un État souhaite maintenir des relations avec Taïwan. Par exemple, l'export de biens chinois vers la Lituanie a été arrêté, les licences d'exportation de nourriture ont été suspendues et les produits lituaniens ne peuvent plus entrer sur le territoire de la République populaire de Chine après que la Lituanie a permis à Taïwan d'ouvrir un Bureau de représentation de Taïwan à Vilnius. La

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds de *de facto* scheiding van de Volksrepubliek China (het vasteland van China) en de Republiek China (Taiwan) in 1949 beschouwen beide regeringen zichzelf als de enige wettige vertegenwoordiger van het ene en ondeelbare China. De Volksrepubliek China beschouwt Taiwan dan ook als een Chinese provincie met enige mate van zelfbestuur, die echter op termijn in de Volksrepubliek moet worden geïntegreerd. In de praktijk wordt Taiwan echter als een *de facto* onafhankelijke democratie bestuurd, en de niet-erkenning van Taiwan door vele staten heeft dan ook puur politieke redenen. De weinige officiële contacten tussen de Volksrepubliek en Taiwan zijn gebaseerd op twee belangrijke principes, met name het principe van een één en ondeelbaar China, erkend in de zogenaamde "consensus van 1992", en het behoud van het status quo volgens drie stelregels, met name "geen onafhankelijkheid", "geen eenmaking" en "geen gebruik van geweld".

In de realiteit zien we echter dat het status quo steeds meer onder druk komt te staan, en dit is in het bijzonder te wijten aan een toenemende assertieve houding van de Volksrepubliek China ten aanzien van Taiwan. Zo zien we dat in de laatste jaren de Volksrepubliek China steeds vaker militaire vluchten uitvoert in de luchtdefensie-identificatiezone (*Air Defence Identification Zone, ADIZ*) van Taiwan, een unilateraal afgekondigde zone waarin Taiwan vraagt dat al het luchtverkeer zich identificeert, teneinde de veiligheid van Taiwan te kunnen waarborgen. Hoewel de zone strikt genomen niet behoort tot het Taiwanese luchtruim, kan het veelvuldige binnendringen ervan als een provocatie worden beschouwd. Het is verontrustend dat die binnendringingen steeds vaker voorkomen: van 308 gevallen in 2020 tot 958 gevallen in 2021, en maar liefst 1071 gevallen in de periode van januari tot en met augustus 2022. Die evolutie gaat ook gepaard met een verontrustende retoriek vanwege overheidsfunctionarissen van de Volksrepubliek, die bijvoorbeeld reeds lieten verstaan "niet te aarzelen om een oorlog te starten" en om Taiwan "aan diggelen te slaan". Ondertussen blokkeert de Volksrepubliek China de deelname van Taiwan als observator in tal van internationale organisaties en reageert het furieus telkens een staat betrekkingen met Taiwan wil onderhouden. Zo werd bijvoorbeeld het Chinese goederenverkeer naar Litouwen stopgezet, werden uitvoervergunningen voor levensmiddelen opgeschort en mochten Litouwse producten de Volksrepubliek China niet meer in nadat Litouwen Taiwan had toegestaan een "*Taiwanese Representative Office*" te openen in Vilnius. De vrijlating van de Taiwanese

libération de l'activiste taïwanais Lee-Ming-Che par la République populaire de Chine en avril 2022 après avoir purgé une peine de 5 ans de prison représente un rare point positif dans la relation entre la République populaire de Chine et Taïwan.

Les tensions dans le détroit de Taïwan ont atteint leur paroxysme avec la visite à Taïwan de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, du 2 au 4 août 2022. La République populaire de Chine a réagi avec colère à cette visite et a rapidement lancé des opérations et exercices militaires de grande envergure dans et autour du détroit de Taïwan, lors desquels des bateaux et des avions auraient également brièvement franchi la frontière maritime entre la République populaire de Chine et Taïwan. Plusieurs missiles balistiques ont été tirés durant les exercices, dont certains ont fini dans les eaux japonaises. Le détroit pourtant très fréquenté a dû être fermé pendant un moment à cause de ces exercices. Les exercices militaires auraient aussi été accompagnés de cyberattaques sur les institutions publiques taïwanaises et des sanctions contre les États-Unis ont également été mises en place par la République populaire de Chine.

Le but premier de la présente proposition de résolution est de condamner les exercices militaires ainsi que les provocations croissantes de la République populaire de Chine à l'encontre de Taïwan. Par ailleurs, la proposition de résolution vise aussi à exprimer le soutien pour le peuple taïwanais et à demander de mettre fin à toutes les activités qui pourraient mettre en péril la stabilité dans le détroit de Taïwan. Il doit cependant être souligné que la présente proposition de résolution ne va pas à l'encontre de la politique de la Chine unique de la Belgique et n'exprime pas non plus une opinion sur une solution définitive concernant la question de Taïwan. Cependant, la proposition de résolution enjoint à respecter le statu quo existant et à ne pas le mettre en danger par des actions unilatérales.

Plus spécifiquement, la proposition de résolution condamne l'agressivité de la Chine envers Taïwan et demande à la République populaire de Chine de ne pas prendre de mesures qui déstabiliseraient encore plus la région, comme les fréquentes intrusions dans la ZIDA de Taïwan. En effet, il est aussi dans notre intérêt que la paix dans le détroit de Taïwan soit préservée. Comme pour le conflit ukrainien, nous pouvons nous attendre à ce que les effets d'un conflit ici, dans l'un des détroits les plus fréquentés au monde, se fassent ressentir jusqu'en Europe. En outre, la proposition de résolution exprime son soutien et sa solidarité avec le peuple taïwanais. En effet, il est important de montrer notre soutien pour Taïwan, l'une des seules véritables

activist Lee-Ming-Che door de Volksrepubliek China in april 2022 na een gevangenisstraf van vijf jaar vormt een zeldzaam lichtpunt in de verhouding tussen de Volksrepubliek China en Taiwan.

De spanningen in de straat van Taiwan bereikten een kookpunt door het bezoek van Nancy Pelosi, de voorzitter van het Huis van Afgevaardigden van de VS, aan Taiwan van 2 tot 4 augustus 2022. De Volksrepubliek China reageerde furieus op dit bezoek en startte prompt met grootschalige militaire oefeningen in en rond de Straat van Taiwan; daarbij zouden schepen en vliegtuigen ook kort de zeegrens tussen de Volksrepubliek en Taiwan hebben overschreden. Tijdens de oefeningen werden meerdere ballistische raketten afgevuurd, waarvan een aantal terechtwamen in Japanse wateren. De drukbevaren zeestraat tussen de Volksrepubliek en Taiwan werd als gevolg van deze oefeningen *de facto* een tijdlang afgesloten. De militaire oefeningen zouden ook gepaard zijn gegaan met cyberaanvallen op de publieke instellingen in Taiwan, en eveneens werden door de Volksrepubliek sancties afgekondigd tegen de VS.

Dit voorstel van resolutie beoogt in de eerste plaats de militaire oefeningen, alsook de toenemende provocaties van de Volksrepubliek China tegenover Taiwan te veroordelen. Daarbij strekt het voorstel van resolutie er ook toe om steun uit te spreken ten aanzien van de Taiwanese bevolking, en wil het oproepen om een einde te maken aan alle activiteiten die de stabiliteit in de Straat van Taiwan kunnen ondermijnen. Wel moet worden benadrukt dat dit voorstel van resolutie geen afbreuk doet aan het bestaande 'één-China-beleid' dat België hanteert, en zich evenmin uitspreekt over een definitieve oplossing van de Taiwanese kwestie; wel roept het op om het bestaande status quo te respecteren en niet door eenzijdige acties in gevaar te brengen.

Concreet veroordeelt het voorstel van resolutie de Chinese agressiviteit ten aanzien van Taiwan, en roept het de Volksrepubliek China ertoe op om af te zien van alle maatregelen die de regio verder destabiliseren, inclusief het veelvuldig binnendringen van de Taiwanese ADIZ. Het is immers ook in ons belang dat de vrede in de Straat van Taiwan gegarandeerd blijft. Net als bij het conflict in Oekraïne kan immers worden verwacht dat een conflict hier, in één van de drukste zeestraten ter wereld, ook tot in Europa zal worden gevoeld. Verder betuigt het voorstel van resolutie haar steun aan en solidariteit met de Taiwanese bevolking. Het is immers van belang om onze steun te betuigen met Taiwan, één van de weinige volwaardige democratieën in de regio,

démocraties dans la région, avec qui nous partageons des valeurs importantes telles que le respect pour les droits humains et l'État de droit.

La proposition de résolution demande également au gouvernement de condamner l'attitude de la République populaire de Chine à l'égard de Taïwan et d'exhorter Pékin à ne pas aggraver la situation et à respecter le statu quo à tout moment. Elle demande en outre au gouvernement de chercher à renforcer la présence dans cette région importante au niveau européen, et de resserrer les liens avec Taïwan. Elle appelle également à un renforcement du dialogue et de l'interaction économiques, scientifiques, culturels et parlementaires entre la Belgique et Taïwan. En effet, il est important que les Taïwanais sentent qu'ils ne sont pas seuls face à l'agression chinoise, mais qu'ils sont au contraire encouragés à propager davantage les valeurs de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme. Il est également important que Taïwan obtienne une représentation pleine et entière dans des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). En effet, les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus que conjointement, et Taïwan devrait également pouvoir participer à la résolution des problèmes qui l'affectent. Cette demande était d'ailleurs déjà formulée dans la précédente résolution du 16 juillet 2020 sur la position internationale de Taiwan (DOC 55 1206/010).

waarmee we belangrijke waarden als respect voor de mensenrechten en rechtsstaat delen.

Ook de regering wordt ertoe opgeroepen de houding van de Volksrepubliek China ten opzichte van Taiwan te veroordelen en Peking ertoe op te roepen de situatie niet verder te laten escaleren en het status quo op elk moment te respecteren. Verder wordt de regering gevraagd om op Europees niveau te streven naar een sterkere aanwezigheid in deze belangrijke regio, en ook de banden met Taiwan te versterken. Ook wordt gepleit voor een sterkere economische, wetenschappelijke, culturele en parlementaire dialoog en interactie tussen België en Taiwan. Het is immers van belang dat de Taiwanese voelen dat ze niet alleen staan tegenover de Chinese agressie, maar net worden aangemoedigd de waarden van democratie, rechtsstaat en mensenrechten verder uit te dragen. Het is ook van belang dat Taiwan een volwaardige en betekenisvolle vertegenwoordiging krijgt in internationale organisaties als de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO), de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (ICAO) en het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering (UNFCCC). Wereldproblemen kan men immers slechts gezamenlijk oplossen, en ook Taiwan moet kunnen meewerken aan een oplossing voor problemen die hen ook aanbelangen. Dit verzoek werd overigens reeds geformuleerd in de eerdere resolutie van 16 juli 2020 over de internationale positie van Taiwan (DOC 55 1206/010).

Els VAN HOOFF (cd&v)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

a. vu sa résolution du 16 juillet 2020 relative à la place de Taïwan sur la scène internationale (DOC 55 1206/010);

B. vu la résolution du Parlement européen du 15 septembre 2022 sur la situation dans le détroit de Taïwan (2022/2822(RSP));

C. vu la politique d'une Chine unique suivie par la Belgique concernant la question taïwanaise, considérant que cette politique devrait demeurer la base de toute politique belge à ce sujet;

D. vu la déclaration des ministres des affaires étrangères du G7 du 3 août 2022 sur la préservation de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan;

E. considérant que la Belgique et Taïwan sont des partenaires partageant les mêmes valeurs de liberté, de démocratie, de droits de l'homme et d'état de droit;

F. considérant qu'entre le 4 et le 10 août 2022, la République populaire de Chine a intensifié ses manœuvres militaires visant de longue date à intimider Taïwan, intimidation qui a atteint un niveau sans précédent à la suite de la visite, les 2 et 3 août 2022, de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi; que la République populaire de Chine s'est alors livrée à de grandes manœuvres militaires à tir réel dans sept zones précises autour de Taïwan; que, lors de ces manœuvres, jusqu'à onze missiles balistiques ont été tirés, dont au moins cinq ont survolé Taïwan; que ces manœuvres militaires ont constitué un quasi-blocus de l'espace maritime et aérien de Taïwan; considérant que cinq missiles balistiques chinois ont atterri dans la zone économique exclusive (ZEE) du Japon;

G. considérant que ces grandes manœuvres militaires ont été accompagnées de violentes cyberattaques dirigées contre les pouvoirs publics et le secteur privé taïwanais; que l'hostilité militaire persistante de la République populaire de Chine constitue une grave menace pour le statu quo et risque de mener à une escalade dangereuse, même involontaire, qui aurait de graves répercussions sur la paix et la stabilité mondiales, y compris pour l'Europe;

H. considérant que la République populaire de Chine semble vouloir perpétuer les actions marquées par une agressivité excessive qu'elle a engagées, en cherchant à fragiliser le statu quo dans le détroit de Taïwan;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op haar resolutie van 16 juli 2020 over de internationale positie van Taiwan (DOC 55 1206/010);

B. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 15 september 2022 over de situatie in de Straat van Taiwan (2022/2822(RSP));

C. gelet op het één-China-beleid dat België hanteert ten aanzien van de Taiwanese kwestie en overwegende dat dit beleid de basis moet blijven voor het Belgische beleid hieromtrent;

D. gelet op de verklaring van de ministers van Buitenlandse Zaken van de G7 van 3 augustus 2022 over het behoud van vrede en stabiliteit in de Straat van Taiwan;

E. overwegende dat België en Taiwan gelijkgestemde partners zijn, die de gemeenschappelijke waarden van vrijheid, democratie, mensenrechten en de rechtsstaat delen;

F. overwegende dat de Volksrepubliek China, als reactie op het bezoek van Nancy Pelosi, de voorzitter van het Huis van Afgevaardigden van de VS, op 2 en 3 augustus 2022, tussen 4 en 10 augustus 2022 haar langdurige militaire intimidatie ten aanzien van Taiwan tot een ongekend niveau heeft opgevoerd en in zeven aangewezen gebieden rond Taiwan grootschalige militaire schietoefeningen heeft gehouden; overwegende dat daarbij tot elf ballistische raketten zijn gebruikt, waarvan er minstens vijf over Taiwan zijn gevlogen; overwegende dat deze militaire oefeningen neerkwamen op een eigenlijke blokkade van het zee- en luchtruim van Taiwan; overwegende dat vijf van de door de Volksrepubliek China afgevuurde ballistische raketten in de exclusieve economische zone (EEZ) van Japan zijn neergekomen;

G. overwegende dat de grootschalige militaire oefeningen gepaard gingen met intensieve cyberaanvallen op de Taiwanese autoriteiten en de privésector; overwegende dat de aanhoudende militaire uitdagingen van de Volksrepubliek China een ernstige bedreiging vormen voor het statu quo en, wellicht zelfs onbedoeld, tot een gevaarlijke escalatie kunnen leiden die ernstige gevolgen zou hebben voor de stabiliteit en vrede in de wereld, en daarmee ook in Europa;

H. overwegende dat de Volksrepubliek China haar al te agressieve acties voort lijkt te willen zetten, waarbij zij het statu quo in de Straat van Taiwan verder probeert uit te hollen;

I. considérant que, depuis 2019, la République populaire de Chine viole de plus en plus fréquemment la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taïwan; considérant que cela constitue des provocations inutiles que ne font qu'accroître les tensions;

J. vu les déclarations du président chinois Xi lors du 20ème congrès du Parti communiste chinois :

— “Les roues de l’histoire roulent vers la réunification de la Chine et le rajeunissement de la nation chinoise. La réunification complète de notre pays doit être réalisée, et elle peut, sans aucun doute, être réalisée” ;

— “Nous continuerons à œuvrer pour une réunification pacifique avec la plus grande sincérité et les plus grands efforts, mais nous ne promettons jamais de renoncer à l’usage de la force”; considérant que le président chinois ne souhaite donc pas exclure l’usage de la force contre Taïwan;

K. considérant que, devant les provocations répétées de la République populaire de Chine, Taïwan a annoncé qu’elle comptait accroître son budget militaire de 13,9 % par rapport à l’année dernière, pour le porter à un niveau record de 586,3 milliards de dollars taiwanais (19,5 milliards d’euros);

L. considérant que l’Australie, le Japon et les États-Unis, dans une déclaration commune, se sont dits inquiets des opérations menées dernièrement par la République populaire de Chine, estimant qu’elles portaient gravement atteinte à la paix et à la stabilité internationales, et ont demandé instamment à la République populaire de Chine de mettre fin immédiatement à ses manœuvres militaires; considérant que les ministres des affaires étrangères du G7 ont amplement critiqué les actions agressives de la République populaire de Chine;

M. considérant que, ces dernières années, Taïwan a reçu de nombreuses visites de législateurs, envoyés notamment par des États membres de l’Union européenne; que ces visites, menées au titre de la diplomatie parlementaire, sont monnaie courante dans les démocraties et contribuent à une bonne compréhension mutuelle et à une coopération plus rapprochée;

N. considérant que la ministre des Affaires étrangères Lahbib a expliqué, lors de sa déclaration de politique générale devant la commission des Relations extérieures le 5 octobre 2022, que la visite de parlementaires ne peut justifier une escalade, que la Belgique a soutenu la déclaration du G7 sur Taïwan, qu’il n’est pas acceptable de suggérer le recours à la force pour modifier le statu quo dans le détroit de Taïwan, et que la Belgique soutient

I. overwegende dat de Volksrepubliek China de luchtverdedigingszone van Taiwan (ADIZ) sinds 2019 steeds vaker en systematisch schendt; overwegende dat dit nodeloze provocaties zijn die de spanningen alleen maar doen toenemen;

J. gelet op de verklaringen van de Chinese president Xi op het 20ste congres van de Chinese Communistische Partij:

— “De wielen der geschiedenis zijn aan het rollen in de richting van hereniging en verjonging van de grote Chinese natie. Volledige hereniging moet verwezenlijkt worden en kan zonder twijfel bereikt worden”;

— “We zullen blijven streven naar een vreedevolle hereniging met de grootste oprechtheid en onze beste inspanningen, maar we zullen nooit beloven om afstand te doen van het gebruik van geweld”; overwegende dat de Chinese president het gebruik van geweld tegenover Taiwan aldus niet wil uitsluiten;

K. overwegende dat Taiwan in reactie op de nieuwe provocaties van China heeft aangekondigd dat het zijn militaire begroting met 13,9 % op jaarbasis zal verhogen, tot een recordniveau van 586,3 miljard TWD (19,5 miljard euro);

L. overwegende dat Australië, Japan en de Verenigde Staten in een gezamenlijke verklaring hun bezorgdheid hebben geuit over de recente acties van de Volksrepubliek China, die ernstige gevolgen hebben voor de internationale vrede en stabiliteit, en dat zij er bij de Volksrepubliek China op hebben aangedrongen de militaire oefeningen onmiddellijk te staken; overwegende dat de ministers van Buitenlandse Zaken van de G7 scherpe kritiek hebben geuit op de agressieve acties van de Volksrepubliek China;

M. overwegende dat Taiwan de afgelopen jaren talrijke bezoeken heeft gekregen van wetgevers, onder andere uit EU-lidstaten; overwegende dat dergelijke bezoeken in het kader van parlementaire diplomatie gebruikelijk zijn in democratieën, en bijdragen tot een goede wederzijdse verstandhouding en een intensere samenwerking;

N. overwegende dat minister van Buitenlandse Zaken Lahbib tijdens haar beleidsverklaring in de commissie Buitenlandse Betrekkingen op 5 oktober 2022 verklaard heeft dat het bezoek van parlementsleden geen rechtvaardiging kan zijn voor een escalatie, dat België de verklaring van de G7 inzake Taiwan heeft gesteund, dat het niet acceptabel is dat het gebruik van geweld wordt gesuggereerd om het status quo in de Straat

la participation de Taïwan aux organisations internationales lorsque celle-ci favorise le fonctionnement de ces organisations, étant entendu que celles-ci s'occupent de questions d'importance mondiale ;

O. considérant que, le 9 octobre 2021, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à poursuivre la "réunification" avec Taïwan, prétendument par des moyens pacifiques, en déclarant à tort que le principal obstacle à celle-ci était les forces dites de l'"indépendance de Taïwan"; considérant que certains diplomates chinois ont même fait peser la menace d'une "rééducation" de la population taïwanaise après la "réunification";

P. considérant que le livre blanc publié dernièrement par la République populaire de Chine sur le thème "La question de Taïwan et la réunification de la Chine dans la nouvelle ère" fait voler en éclat les garanties qui avaient été données à Taïwan quant à son futur statut après la "réunification", et notamment l'assurance qu'il n'y aurait pas de troupes militaires ou de personnel administratif de la République populaire de Chine basés sur l'île;

Q. considérant que les violations des droits humains et la répression menée par la République populaire de Chine dans la région du Xinjiang, dans la région autonome du Tibet et dans la région administrative spéciale de Hong Kong représentent des signes inquiétants pour l'avenir du peuple taïwanais après une possible réunification avec la Chine continentale;

R. considérant que la République populaire de Chine a adopté des sanctions économiques massives contre la Lituanie et a fait pression sur ce pays après que celui-ci a donné son accord à l'ouverture d'une représentation taïwanaise sur son territoire et projetait d'établir des échanges commerciaux mutuels;

S. vu le retrait de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie du forum de coopération "17+1" rassemblant la Chine et quelques États européens;

T. considérant que Taïwan s'est alignée sur les sanctions de l'Union européenne contre la Russie et que les autorités taïwanaises et les Taïwanais ont fait des dons importants en faveur des réfugiés ukrainiens; considérant qu'un scénario à Taïwan tel que ce qui se passe en Ukraine devrait être évité à tout prix;

U. considérant que Taïwan se situe à un endroit stratégique pour les échanges commerciaux; que le détroit de Taïwan constitue la principale voie de passage pour les navires qui rejoignent l'Europe depuis la Chine, le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan; que Taïwan domine

van Taiwan te wijzigen en dat België de deelname van Taiwan aan internationale organisaties steunt wanneer dat het functioneren van die organisaties zou bevorderen en vanuit de overweging dat zij zaken van mondiaal belang behartigen;

O. overwegende dat de president van de Volksrepubliek China, Xi Jinping, op 9 oktober 2021 plechtig heeft beloofd te streven naar een "hereniging" met Taiwan, zogenaamd met vreedzame middelen, waarbij hij ten onrechte beweerde dat het grootste obstakel hiervoor de zogenaamde Taiwanese onafhankelijkheidsbeweging was; overwegende dat Chinese diplomaten zelfs hebben bedreigd met een zogenaamde "heropvoeding" van de Taiwanese bevolking na de "hereniging";

P. overwegende dat de Volksrepubliek China onlangs een witboek heeft gepubliceerd over de Taiwanese kwestie en de hereniging van China in het nieuwe tijdperk, waarin eerdere toezeggingen aan Taiwan over zijn toekomstige status na een "hereniging" teniet zijn gedaan, zoals de toezegging dat er geen Chinese troepen of administratief personeel op het eiland gestationeerd zouden worden;

Q. overwegende dat de mensenrechtenschendingen en de repressie door de Volksrepubliek China in de Autonome Regio's van Xinjiang en Tibet en in de Bijzondere Administratieve Regio Hongkong verontrostende signalen zijn voor het lot van de Taiwanese bevolking na een eventuele hereniging met het vasteland van China;

R. overwegende dat de Volksrepubliek China enorme economische sancties heeft opgelegd aan en druk heeft uitgeoefend op Litouwen nadat het land had ingestemd met het openen van een Taiwanese vertegenwoordiging in Litouwen en plannen had gemaakt om een Litouwse handelsvertegenwoordiging in Taipei te openen;

S. gelet op de terugtrekking van Litouwen, Estland en Letland uit het zogenaamde "17+1"-samenwerkingsforum tussen China en een aantal Europese staten;

T. overwegende dat Taiwan de EU-sancties tegen Rusland heeft gesteund en dat zowel de Taiwanese autoriteiten als de Taiwanese bevolking aanzienlijke donaties hebben gegeven aan Oekraïense vluchtelingen; overwegende dat in Taiwan een scenario als in Oekraïne te allen tijde moet worden vermeden;

U. overwegende dat Taiwan op handelsgebied een strategische positie inneemt; overwegende dat de Straat van Taiwan de belangrijkste route is voor schepen die vanuit China, Japan, Zuid-Korea en Taiwan naar Europa varen; overwegende dat Taiwan de markt voor

les marchés de la fabrication de semi-conducteurs, ses producteurs fabriquant environ 50 % des semi-conducteurs dans le monde; qu'un endiguement des tensions en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan est par conséquent crucial;

V. considérant que la République populaire de Chine, en sa qualité d'acteur mondial et de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, a l'obligation morale d'œuvrer pour la paix et la stabilité dans la région et en particulier dans le détroit de Taïwan;

W. considérant que tous les canaux disponibles devraient être utilisés pour encourager les initiatives visant à promouvoir le dialogue, la coopération et l'instauration d'un climat de confiance entre les deux rives du détroit de Taïwan; qu'au vu de ces nouveaux événements, il est d'autant plus urgent que chaque pays s'engage à contribuer à la réduction des tensions régionales, lesquelles alimentent l'instabilité;

X. vu la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense adoptée par le Conseil de l'Union européenne le 21 mars 2022;

Y. vu l'initiative de la "Nouvelle route de la soie" (*Belt and Road*) de la République populaire de Chine et le fait que l'Europe dépende fortement de la République populaire de Chine dans des secteurs cruciaux;

1. CONDAMNE les manœuvres militaires de la République populaire de Chine qui ont commencé dans le détroit de Taïwan le 2 août 2022 et qui ont atteint une intensité inédite qui menace de déstabiliser la région;

2. EXHORTE le gouvernement de la République populaire de Chine à ne pas prendre de mesures susceptibles de déstabiliser la sécurité dans la région et dans le détroit de Taïwan;

3. SOULIGNE AVEC FORCE que le statu quo qui prévaut dans le détroit de Taïwan ne doit pas être modifié unilatéralement et insiste sur son opposition à l'emploi de la force ou à la menace du recours à la force;

4. RÉAFFIRME la détermination de la communauté internationale à maintenir l'ordre international fondé sur des règles, la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et dans la région; réaffirme l'attachement de notre pays à la politique d'une Chine unique, qui constitue le socle politique des relations entre la Belgique et la Chine; rappelle que, des relations constructives entre les deux rives du détroit de Taïwan contribuent à promouvoir la paix et la sécurité dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique

de production van halfgeleiders domineert aangezien zijn producenten ongeveer 50 % van de halfgeleiders in de wereld produceren; overwegende dat het stabiliseren van de spanningen in de Zuid-Chinese Zee en de Straat van Taiwan daarom belangrijk is;

V. overwegende dat de Volksrepubliek China als wereldspeler en als permanent lid van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties de morele plicht heeft om zich in te zetten voor vrede en stabiliteit in de regio en met name in de Straat van Taiwan;

W. overwegende dat elk beschikbaar kanaal moet gebruikt worden om initiatieven met het oog op de bevordering van de dialoog, de samenwerking en de vertrouwensopbouw tussen de twee zijden van de Straat van Taiwan te stimuleren; overwegende dat deze nieuwe ontwikkelingen het nog dringender noodzakelijk maken dat elk land zich inzet om de door de regionale spanningen veroorzaakte instabiliteit te helpen verminderen;

X. gelet op het strategisch kompas inzake veiligheid en defensie dat op 21 maart 2022 door de Raad van de Europese Unie werd goedgekeurd;

Y. gelet op het "Nieuwe Zijderoute" (*Belt and Road*) Initiatief van de Volksrepubliek China, en de sterke Europese afhankelijkheid van de Volksrepubliek China in kritische sectoren;

1. VEROORDEELT de militaire oefeningen die de Volksrepubliek China sinds 2 augustus 2022 in de Straat van Taiwan heeft gehouden en die een ongekennde intensiteit hebben bereikt die de stabiliteit in de regio dreigt te ondermijnen;

2. ROEPT de regering van de Volksrepubliek China ertoe op af te zien van alle maatregelen die de Straat van Taiwan en de regionale veiligheid kunnen destabiliseren;

3. BENADRUKT met klem dat niet eenzijdig mag worden gemorreld aan het status quo in de Straat van Taiwan en verzet zich tegen het gebruik van of de dreiging met geweld tegen Taiwan;

4. BEVESTIGT nogmaals dat de internationale gemeenschap streeft naar handhaving van een op regels gebaseerde internationale orde, vrede en stabiliteit aan beide zijden van de Straat van Taiwan en in de regio als geheel; herinnert er aan dat ons land een één-China-beleid hanteert als politieke grondslag van de betrekkingen tussen België en China; wijst er op dat constructieve betrekkingen tussen China en Taiwan moeten bijdragen tot het bevorderen van vrede en veiligheid in de hele

et que les initiatives visant à instaurer le dialogue et la confiance doivent être soutenues;

5. **EXPRIME** sa profonde solidarité avec le peuple taïwanais; loue les autorités et les responsables politiques de Taïwan pour la réaction sage et mesurée qu'ils opposent aux provocations de la république populaire de Chine;

6. **SOULIGNE** que, dans la démocratie insulaire de Taïwan, il appartient à la population de décider de la manière dont elle souhaite vivre;

7. **RAPPELLE** qu'il importe de respecter le droit international, en particulier la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) et ses dispositions relatives à l'obligation de régler les différends par des moyens pacifiques ainsi qu'au maintien de la liberté de navigation et de survol;

8. **SALUE** la fermeté avec laquelle les États membres de l'Union européenne et ses partenaires dans la région ont condamné les manœuvres militaires de la République populaire de Chine et souligne que notre unité est essentielle pour décourager tout acte d'agression de la part de la République populaire de Chine et pour maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan;

9. **SE DIT EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPÉE** par les missiles balistiques qui ont survolé Taïwan, se sont abattus sur la zone économique exclusive du Japon et ont menacé la stabilité de la région et la sécurité nationale du Japon; salue les déclarations du porte-parole du gouvernement japonais, qui appelle à un véritable dialogue afin de résoudre pacifiquement les problèmes liés à Taïwan; exprime sa solidarité avec le Japon et l'assure de tout son appui, et, à cet égard, souligne que les démocraties de la région doivent continuer de soutenir Taïwan face aux démonstrations de force de la République populaire de Chine, la paix et la stabilité de la région étant de l'intérêt de tous;

10. **EXHORTE** la République populaire de Chine à cesser immédiatement toutes ses activités et intrusions dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan ainsi que ses violations de l'espace aérien au-dessus des îles périphériques de Taïwan, à respecter à nouveau pleinement l'intégrité de la ligne médiane du détroit de Taïwan et à mettre un terme à toutes ses autres activités militaires en "zone grise", y compris les campagnes de cyberattaques et de désinformation;

11. **EXHORTE** le Parti communiste chinois à ne plus utiliser, à l'avenir, de langage agressif envers Taïwan;

Aziatisch-Pacifische regio, en dat initiatieven die gericht zijn op dialoog en het opbouwen van vertrouwen moeten worden gesteund;

5. **BETUIGT** zijn solidariteit met het Taiwanese volk; prijst de Taiwanese autoriteiten en politieke leiders voor hun afgemeten en verantwoordelijke reactie op de provocaties van de Volksrepubliek China;

6. **BENADRUKT** dat het op het democratische eiland Taiwan aan de bevolking is om te beslissen hoe zij willen leven;

7. **WIJST NOGMAALS** op het belang van eerbiediging van het internationaal recht, met name het VN-Verdrag inzake het recht van de zee (UNCLOS), en de bijbehorende bepalingen inzake de verplichting om geschillen op vreedzame wijze te beslechten en inzake het behoud van vrijheid van scheepvaart en van overvliegen;

8. **IS VERHEUGD DAT** verschillende EU-lidstaten en partners in de regio de militaire oefeningen van de Volksrepubliek China krachtig hebben veroordeeld, en onderstreept dat onze eenheid van cruciaal belang is om elke agressie door de Volksrepubliek China te ontmoedigen en vrede en stabiliteit in de Straat van Taiwan te handhaven;

9. **IS UITERST BEZORGD OVER** het feit dat er ballistische raketten over Taiwan zijn afgevuurd die in de exclusieve economische zone van Japan zijn neergekomen, waardoor de stabiliteit van de regio en de nationale veiligheid van Japan worden bedreigd; is verheugd over de verklaringen van de woordvoerder van de Japanse regering, die oproept tot een echte dialoog om de problemen rond Taiwan vreedzaam op te lossen; betuigt zijn medeleven en biedt zijn volledige steun aan Japan, en benadrukt in dit verband dat de democratieën in de regio Taiwan moeten blijven steunen in het licht van het militair vertoon van de Volksrepubliek China aangezien vrede en stabiliteit in de regio in ieders belang zijn;

10. **DRINGT ER BIJ** de Volksrepubliek China **OP AAN ONMIDDELIJK** een einde te maken aan alle acties en intrusies in de Taiwanese luchtverdedigingszone en aan de schendingen van het luchtruim boven de perifere eilanden van Taiwan, de middellijn van de Straat van Taiwan opnieuw volledig te eerbiedigen en alle andere militaire acties in de grijze zone, waaronder cyber- en desinformatiecampagnes, stop te zetten;

11. **ROEPT** de Communistische Partij van China **ERTOEF** om in de toekomst de agressieve taal ten aanzien van Taiwan te mijden;

12. CONDAMNE la décision prise par la République populaire de Chine de suspendre divers dialogues politiques avec les États-Unis, notamment sur les questions touchant au climat et à la sécurité, et demande instamment à la direction de la République populaire de Chine de renouer avec les usages diplomatiques afin de ne pas risquer de faire de mauvais calculs ou des erreurs qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques;

13. REJETTE vivement la coercition économique exercée par la République populaire de Chine à l'encontre de Taïwan et d'autres démocraties de la région, mais aussi à l'égard d'États membres de l'Union européenne, et souligne que de telles pratiques sont non seulement illicites au regard des règles de l'Organisation mondiale du commerce, mais ont également un effet dévastateur sur la réputation de la République populaire de Chine dans le monde et éroderont un peu plus le crédit de la République populaire de Chine en tant que partenaire;

14. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

14.1. de condamner la position de plus en plus agressive de la République populaire de Chine envers Taïwan et, lors de ses contacts diplomatiques avec le gouvernement de la République populaire de Chine, de demander la désescalade du conflit, l'arrêt de toutes les provocations et le respect du *statu quo* dans le détroit de Taïwan;

14.2. de jouer un rôle actif face à la situation qui règne dans le détroit de Taïwan et la région indopacifique dans son ensemble, et avec nos partenaires européens, de resserrer nos relations stratégiques avec nos partenaires de la région qui partagent les mêmes principes, en particulier le Japon et l'Australie;

14.3. de promouvoir le renforcement au niveau européen de la présence économique et diplomatique européenne dans l'ensemble de la région indopacifique, notamment à Taïwan, alors que le centre de gravité stratégique et économique du monde est en train de se déplacer vers cette région, et que l'Union a donc tout intérêt à se doter d'une stratégie claire et crédible, au niveau européen, à l'égard de la région indopacifique;

14.4. de plaider en faveur d'un renforcement au niveau européen du partenariat existant avec Taïwan afin de promouvoir les valeurs et les principes communs, notamment en parvenant à un accord concernant les chaînes d'approvisionnement résilientes et à un accord bilatéral d'investissement, ce qui contribuerait à la protection des intérêts de l'Union dans son ensemble et de ses États membres;

14.5. d'exprimer son soutien à la Lituanie et de demander à la République populaire de Chine de mettre fin à

12. VEROORDEELT het besluit van de Volksrepubliek China om verschillende politieke dialogen met de Verenigde Staten op te schorten, onder meer over klimaat- en veiligheidskwesties, en dringt er bij de leiders van de Volksrepubliek China op aan terug te keren naar diplomatieke normen om het risico van verkeerde inschattingen en fouten die rampzalige gevolgen kunnen hebben, te voorkomen;

13. VERZET ZICH krachtig TEGEN de economische dwang van de Volksrepubliek China tegen Taiwan en andere democratieën in de regio, alsook tegen EU-lidstaten, en benadrukt dat dergelijke praktijken niet alleen illegaal zijn volgens de regels van de Wereldhandelsorganisatie, maar dat ze ook een verwoestend effect hebben op de reputatie van de Volksrepubliek China in de wereld en zullen leiden tot een verder verlies van vertrouwen in de Volksrepubliek China als partner;

14. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

14.1. de toenemende agressieve houding van de Volksrepubliek China ten aanzien van Taiwan te veroordelen, en in haar diplomatieke contacten met de regering van de Volksrepubliek China op te roepen tot de-escalatie, stopzetting van alle provocaties, en respect voor het status quo in de Straat van Taiwan;

14.2. een actieve rol te spelen ten aanzien van de situatie in de Straat van Taiwan en de Indo-Pacifische regio als geheel, en samen met onze EU-partners onze strategische betrekkingen met gelijkgestemde partners in de regio, met name Japan en Australië, verder te verdiepen;

14.3. op EU-niveau te pleiten voor het versterken van de economische en diplomatieke aanwezigheid van de EU in de hele Indo-Pacifische regio, met inbegrip van Taiwan, aangezien het strategische en economische zwaartepunt in de wereld naar deze regio aan het verschuiven is en de EU er daarom alle belang bij heeft op EU-niveau een duidelijke en geloofwaardige benadering ten aanzien van de Indo-Pacifische regio te ontwikkelen;

14.4. op EU-niveau te pleiten voor het versterken van het bestaande partnerschap met Taiwan, met het oog op de bevordering van gemeenschappelijke waarden en beginselen, onder meer door een veerkrachtige overeenkomst over de toeleveringsketen en een bilaterale investeringsovereenkomst te sluiten, die zouden bijdragen tot de bescherming van de belangen van de EU als geheel en van haar lidstaten;

14.5. haar steun uit te drukken voor Litouwen en de Volksrepubliek China ertoe op te roepen haar

ses sanctions et restrictions commerciales injustifiées envers la Lituanie, et de condamner de telles restrictions;

14.6. de continuer d'œuvrer au renforcement de notre autonomie stratégique vis-à-vis de la République populaire de Chine, et, à cet effet, d'également continuer à travailler sur un mécanisme de filtrage des investissements étrangers;

14.7. au besoin, d'encourager, avec l'aide des gouvernements des entités fédérées, l'intensification des interactions économiques, scientifiques, culturelles et parlementaires entre la Belgique et Taïwan, y compris aux plus hauts niveaux possible, afin de refléter pleinement la coopération dynamique, multiforme et étroite entre la Belgique et Taïwan en tant que partenaires partageant les mêmes valeurs;

14.8. de continuer, avec l'appui de partenaires européens, à plaider au niveau international et auprès de la République populaire de Chine en faveur d'une participation substantielle de Taïwan, en tant qu'observateur, au sein des réunions, mécanismes et activités des instances internationales, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et à appuyer des efforts diplomatiques concrets à cet effet;

14.9. de continuer de préserver et de renfoncer les contacts avec Taïwan en approfondissant les relations avec les acteurs locaux, y compris la société civile, et en promouvant les échanges avec les organisations médiatiques taïwanaises, et de souligner que de tels échanges accrus améliorent l'image et la visibilité de l'Union européenne à Taïwan et contribuent aux efforts communs de lutte contre la désinformation et les ingérences auxquelles les deux parties font face.

14 octobre 2022

ongerechtvaardigde sancties en handelsbeperkingen tegenover Litouwen te beëindigen, alsook deze sancties en handelsbeperkingen te veroordelen;

14.6. te blijven werken aan het versterken van onze strategische autonomie ten aanzien van de Volksrepubliek China; te dien einde ook te blijven werken aan een screeningsmechanisme voor buitenlandse investeringen;

14.7. desgevallend samen met de deelstatelijke regeringen te streven naar meer economische, wetenschappelijke, culturele en parlementaire uitwisselingen tussen België en Taiwan, ook op het hoogst mogelijke niveau, zodat de dynamische, veelzijdige en nauwe samenwerking tussen België en Taiwan als gelijkgestemde partners versterkt wordt;

14.8. op het internationale niveau en bij de Volksrepubliek China, samen met de Europese partners, te blijven pleiten voor de betekenisvolle deelname van Taiwan als waarnemer aan vergaderingen, mechanismen en activiteiten van internationale organen, zoals de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO), de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (ICAO) en het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering (UNFCCC), en daartoe concrete diplomatieke inspanningen te ondersteunen;

14.9. blijvende contacten te onderhouden met Taiwan en ze te versterken door de betrekkingen met lokale actoren, waaronder het maatschappelijk middenveld, te verdiepen en uitwisselingen met Taiwanese mediaorganisaties te bevorderen, benadrukkend dat een dergelijke versterkte uitwisseling het imago en de zichtbaarheid van de EU binnen Taiwan zal helpen verbeteren en zal bijdragen tot gezamenlijke inspanningen om de dreiging van desinformatie waarmee beide partijen in toenemende mate worden geconfronteerd aan te pakken.

14 oktober 2022

Els VAN HOOFF (cd&v)